

Le développement durable est-il le bon objectif ?

QU'EN DIT-ON ?

“ Le monde est limité, oublions l'idée même de développement.”

“ Le développement durable, c'est la réponse à nos problèmes.”

“ La croissance, on ne peut pas s'en passer.”

“ La décroissance, on n'y coupera pas.”



L'ÉDITO

Le développement durable paraît donner la formule conciliant le souci écologique avec les habitudes de progrès et de croissance de nos sociétés. Mais certains nieront cette possibilité même. D'autres souligneront l'ambiguïté et l'imprécision de ce terme. D'autres encore objecteront que la société n'est pas mûre pour cela. Comment apprécier cet objectif, a priori attirant et incontestable, de développement durable ?

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Quel peut être le sens d'un développement durable ?

UN TERME PAS CLAIREMENT DÉFINI

Contrairement à un usage répandu, au sens propre le terme de développement durable n'est pas synonyme de développement éthique ou écologique. La première définition consacrée du développement durable est celle du *Rapport Brundtland* de 1987 : « assurer les besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Ainsi compris, il met l'accent sur la responsabilité envers l'avenir : ce que nous faisons actuellement dans le champ économique au sens large se fait-il au détriment de l'avenir et des générations futures ? Mais l'usage du terme « développement » paraît orienter la réflexion dans le sens d'une forme d'évolution et, sans doute, de progrès. Il y a donc une tension intrinsèque à ce terme : on vise un développement et donc un accroissement, mais on se préoccupe de la capacité à soutenir les effets de cet appétit sur la durée.

Une autre tension résulte de l'évocation des générations futures qui, par définition, n'existent pas encore et ne votent pas. Il s'agit donc d'un souci moral, d'une discipline que doivent se donner les générations présentes pour intégrer la possibilité d'un futur à ce stade inconnu. Mais ce souci du futur que manifeste le développement durable ne met pas l'accent sur une appréciation du contenu de ce futur : le terme fait allusion au nécessaire maintien de sa possibilité (la « capacité ») sans préciser ce qu'il sera ou devrait être. Dans cette optique, on tend à avoir une conception instrumentale de ce souci, une variante de la logique économique utilitariste ; on ne dit pas quels devraient être les objectifs des personnes et des sociétés ; on continue à poser l'idée qu'elles définissent et définiront librement ces objectifs. Le seul objet de l'action commune est alors d'agencer ces volontés individuelles au mieux – ce qui reste au fond une question d'organisation ou de pratique.

Mais, dans ce cas, on se trouve devant cette bizarrerie de poser éthiquement le seul souci du maintien de la même liberté de choix pour les générations futures. Or poser cette exigence qui est d'ordre moral n'a de sens que si on accepte l'idée même d'une exigence morale, c'est-à-dire d'une question portant sur ce qu'il est

« Comment définir et gérer précisément un dû envers des gens qui n'existent pas encore et dont on ignore tant les priorités que les besoins ? »

bien ou mal de faire, et alors on ne voit pas pourquoi la limiter au seul souci de la liberté de choix des générations futures. Et cela d'autant qu'il est difficile de répondre à cette question sans considération de ce qui est bien ou mal.

DES DILEMMES NOMBREUX ET COMPLEXES

En effet, sous son apparente simplicité, le concept de développement durable ou de durabilité est susceptible de lectures multiples. Que veut dire développement ? Que veut dire durable ? Que signifie une telle solidarité intergénérationnelle ? Rendre à chacun son dû ? Mais sauf en termes généraux, comment

définir et gérer précisément un dû envers des gens qui n'existent pas encore et dont on ignore tant les priorités que les besoins ? Le nombre même de personnes concernées est inconnu : comment alors analyser ce qu'on leur doit ? S'agit-il en outre de donner les mêmes chances aux générations

futures ? Jusqu'à la fin des temps ? Et si on se limite par exemple à une ou deux générations, de quel droit ? S'y ajoute l'ignorance des capacités dont ces générations disposeront, notamment techniques (sources d'énergie, etc.). En fait, on n'a aucune idée précise de ce que sera leur monde et on en est réduit à des hypothèses aléatoires – en dehors des données permanentes sur l'homme et la nature.

Un moyen d'essayer d'y répondre est d'être maximaliste. On vise alors à laisser aux générations à venir la Terre comme on l'a trouvée soi-même – c'est ce qu'on appelle la « durabilité forte ». On peut la résumer comme suit : on ne tire pas de la nature plus de ressources qu'elle n'en régénère ; on n'y rejette pas plus que ce qu'elle peut absorber ; si on utilise des ressources non renouvelables, on crée des substituts pour les générations suivantes ; la production doit s'effectuer à un niveau sans risques, etc. Dit ainsi, c'est séduisant. Mais même en mettant de côté l'acceptabilité politique de ce programme, qui est très faible, il débouche logiquement sur une économie très primitive et dont la viabilité n'est pas évidente. Déjà le seul fait d'utiliser des minerais (métaux, terres rares, etc.) contredit ce principe.

L'IMPRÉVISIBILITÉ DU PROGRÈS SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Plus profondément, le progrès scientifique et technique change en permanence les conditions du débat. En ce qui concerne l'énergie par exemple, on a utilisé, à côté de ressources renouvelables (traction animale, eau et vent des moulins, bois, etc.), des ressources non renouvelables successives (charbon, pétrole, nucléaire, etc.). Question du réchauffement climatique mis à part, il n'était pas en soi illégitime de le faire même si on savait qu'elles s'épuiseraient : sinon d'une part elles seraient restées en friche sans que personne n'en profite, mais d'autre part et surtout on se serait condamné à une stagnation dont rien n'indique qu'elle soit préférable. Bien entendu, cela laisse entière la question du souci des générations futures ; mais il est clair qu'elle ne doit pas se réduire à l'idée irréaliste de léguer la Terre telle quelle : au minimum cela implique de ne pas causer de dommages graves et irréversibles ; mais très probablement aussi, d'œuvrer pour le maintien constant d'une capacité à explorer et à créer, et non selon le tabou d'un monde à laisser intact comme on l'a trouvé.

UNE DIMENSION POLITIQUE ESSENTIELLE

C'est là un fait majeur : même si l'exigence morale est claire et peu discutable dans son principe, sa mise en œuvre et sa portée le sont beaucoup moins. Cela implique des choix difficiles, personnels mais surtout collectifs, et largement politiques. Même si on supposait l'analyse scientifique unanime dans chaque cas, ce qui est loin d'être vrai. Il y a en effet une difficulté majeure à appréhender collectivement les problèmes environnementaux. On a besoin de la science pour déterminer certains effets ; mais en général, on ne maîtrise pas par soi-même ces données complexes, en supposant même qu'elles soient suffisantes et fiables. Les risques éventuels sont peu visibles, souvent à long terme, et plutôt imprévisibles dans leurs modalités précises. Le débat sur la voiture électrique en témoigne. La difficulté est encore accrue dans un cadre démocratique : d'un côté la population n'est pas en position de vraiment pondérer les problèmes ;

« Le souci écologique et le développement durable n'atteignent leur pleine signification que dans le cadre d'une conception éthique. »

et de l'autre on peut avoir à lui demander un effort extrêmement important, car *a priori* il y a contradiction entre ses modes de vie actuels et une exigence forte de durabilité. Le risque est alors la monopolisation du discours par certains et l'exclusion des autres, et le développement durable peut devenir un discours en surplomb, motivant un comportement brutalement autoritaire. Mais outre qu'on voit mal ce genre de pouvoir s'établir à hauteur des enjeux, sauf catastrophe, ce n'est *a priori* pas le moyen le plus sûr d'instaurer de vrais comportements respectueux de la nature dans les populations.

AU CŒUR DE LA QUESTION : L'EXIGENCE MORALE

Ces objections ne font pas disparaître l'exigence de responsabilité envers des questions où l'avenir de l'humanité peut se jouer. Mais elles impliquent que sa mise en œuvre est tout sauf évidente. En fait, seule l'exigence morale générale sous-jacente est claire et indiscutable. Sa réalisation suppose une analyse de situation, variable cas par cas, et dont les conclusions ne vont souvent pas de soi. Une mutation d'ensemble de la société ne se décide pas d'en haut selon un plan précis. Et si des mesures d'autorité sont évidemment nécessaires, la voie la plus efficace est que chacun prenne ses responsabilités, personnellement et en communauté.

Cette responsabilité ramène chacun et tous à la question du fondement éthique de ses actions. En l'espèce, il s'agit de reconnaître qu'il y a une valeur intrinsèque aux choses, qui s'oppose à la pure valeur instrumentale, et qu'il y a un devoir à ce que les êtres se perpétuent au mieux à l'avenir afin d'atteindre leur plénitude, autant que possible. En outre, les êtres humains ont à la fois une dignité spécifique et supérieure, mais aussi les responsabilités correspondantes. Et donc le souci écologique et le développement durable n'atteignent leur pleine signification que dans le cadre d'une conception éthique, en dernière analyse fondée sur l'idée d'un bien commun objectif, pas toujours connu à l'avance ni même facile à déterminer, s'étendant à l'avenir, et reconnu comme horizon commun. ●

À RETROUVER SUR WWW.PROPERSONA.FR

En bref

COMMENT APPRÉCIER CET OBJECTIF A PRIORI ATTIRANT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Le souci moral à l'origine de la notion de développement durable est en soi indiscutable. Mais il ne sera satisfait que si l'on dépasse l'idée simpliste d'une question technique à résoudre. La complexité même du sujet et les difficultés d'une mise en œuvre politique ne seront véritablement traitées que si on admet la nécessité d'une perspective éthique plus large et plus essentielle, dans le souci du bien commun.

À RETROUVER SUR WWW.PROPERSONA.FR

Ah mais oui, je suis drôlement
solidaire avec les générations futures,
et comme elles n'existent pas,
ça me coûte pas cher...



La citation

La notion de bien commun inclut aussi les générations futures. [...] On ne peut plus parler de développement durable sans une solidarité intergénérationnelle. Quand nous pensons à la situation dans laquelle nous laissons la planète aux générations futures, nous entrons dans une autre logique, celle du don gratuit que nous recevons et que nous communiquons. »

PAPE FRANÇOIS, « LAUDATO SI' », 2015, N° 159.

Pour aller plus loin

PAPE FRANÇOIS,
Laudato si', 2015.

**ORGANISATION DES
NATIONS UNIES,**
*Objectifs de
développement durable,*
2015.